

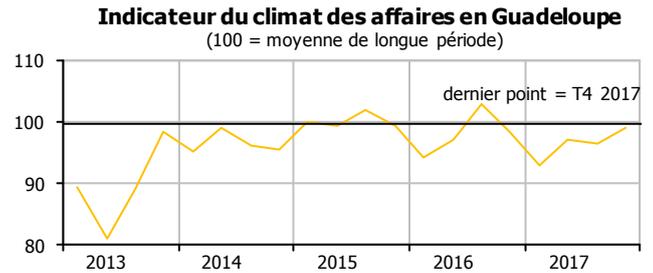
Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2017

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUADELOUPE

Le climat des affaires peine à s'améliorer

À fin décembre 2017, l'indicateur du climat des affaires se rapproche de sa moyenne de longue période. Il augmente de 2,7 points par rapport au trimestre précédent et s'établit à 99,3 points. Les impacts du passage des ouragans Irma et Maria s'atténuent. Ainsi, 33,8 % des entreprises interrogées par l'IEDOM estiment que les ouragans ont dégradé leur activité au 4^e trimestre contre 51,5 % au 3^e trimestre.



Le marché de l'emploi reste atone. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) diminue (-0,8 %), alors que les offres d'emploi collectées poursuivent leur baisse (-4,7 %). Dans un contexte d'inflation contenue (+1,3 %), la consommation des ménages gagne en dynamisme et l'investissement privé est bien orienté. Les échanges extérieurs se maintiennent malgré une diminution des exportations.

Sur l'année, la situation économique est globalement mieux orientée que celle de l'année précédente. La plupart des indicateurs s'établissent à un niveau plus élevé qu'en 2016, notamment ceux relatifs à la consommation des ménages et à l'investissement privé.

L'activité de l'ensemble des secteurs d'activité montre des signes favorables, à l'exception du secteur primaire dont les exploitations agricoles sont largement touchées suite au passage de l'ouragan Maria. Ce dernier impacte considérablement le niveau des exportations de produits agricoles, en particulier celui des exportations de bananes.

LA CROISSANCE CARIBÉENNE SE MAINTIENT EN 2017 MALGRÉ LES OURAGANS DE SEPTEMBRE

En 2017, la Banque Caribéenne de Développement estime la croissance économique de ses pays membres à +0,6 %. En revanche, la croissance de l'Union monétaire des Caraïbes orientales (UMCO) a atteint +2,3 %.

Selon la Banque Caribéenne de Développement, les ouragans, Irma et Maria, ont causé des dégâts et des dommages considérables. Les autorités estiment les pertes à 225 % du PIB à la **Dominique** et à 300 % du PIB dans les **Iles vierges britanniques**, entraînant une récession de respectivement -6,9 % et -2,7 % en 2017. En revanche, dans les îles qui n'ont pas été touchées par les ouragans, la croissance est orientée à la hausse grâce à la bonne tenue du tourisme et de l'industrie. En effet, les **Îles Caïmans** (+2,7 %), **Grenade** (+4,5 %) et **Sainte-Lucie** (+2,9 %) tirent profit de cette dynamique.

À la **Jamaïque**, la croissance atteint +1,7 %, soit le niveau le plus élevé depuis 2006. Elle tient aux bons résultats du tourisme, de la construction et de l'industrie, malgré la contraction du secteur agricole due aux inondations de mai. À **Barbade**, le tourisme et la construction se sont bien portés, bien que la croissance globale soit plus modeste (+1,0 %). Les mesures d'austérité mises en place pour réduire la demande intérieure et restaurer la stabilité fiscale et budgétaire ont pesé sur le niveau de croissance.

À **Saint-Vincent et les Grenadines**, malgré l'ouverture du nouvel aéroport, la fréquentation touristique a pâti de la fermeture d'un hôtel de renom. Cette situation a conduit à une croissance nulle. Enfin, **Trinité-et-Tobago** a amélioré ses performances par rapport à 2016 même si la croissance reste négative. Elle passe de -6,0 % à -1,0 %. La production du secteur pétrolier a légèrement augmenté grâce au démarrage des travaux de maintenance des infrastructures ayant permis la mise en place de nouvelles activités.

Pour 2018, la Banque Caribéenne de Développement projette une croissance de 2,0 % pour la région. Selon le FMI, les perspectives économiques pour la Caraïbe sont plutôt favorables. En 2018 et 2019, une croissance modeste est attendue. Cependant, certaines des îles qui ont été durement touchées pendant la saison des ouragans de 2017 seront confrontées à une reprise différée. Par exemple, à la Dominique, le PIB devrait diminuer de 16,0 % en 2018, avant de rebondir en 2019 à mesure que la reconstruction s'accélère.

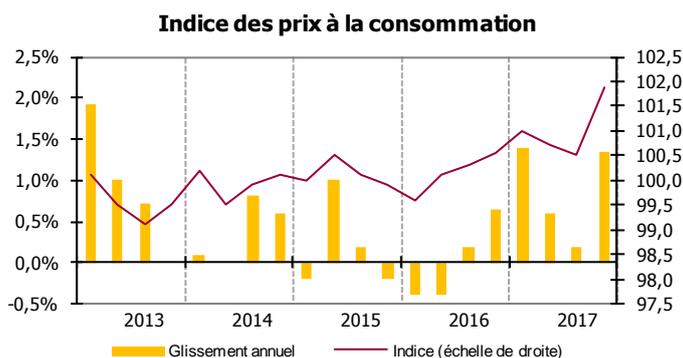
Sources : Banque Caribéenne de Développement (2017 Caribbean Economic Review) ; Banque centrale des Caraïbes orientales ; FMI blog (Latin America and the Caribbean in 2018 : An economic Recovery in the making).

Une légère hausse des prix sur le trimestre

À fin décembre 2017, l'indice des prix à la consommation des ménages augmente de 1,3 % par rapport au trimestre précédent.

Cette hausse provient des prix des services (+1,4 %), portés par une augmentation marquée des prix des transports (+21,7 %). Les prix de l'énergie s'inscrivent également à la hausse (+7,7 %), tirés par ceux des produits pétroliers (+9,8 %). Les prix de l'alimentation accélèrent à +2,4% sur le trimestre, en lien avec la hausse des prix des fruits et légumes frais survenue suite aux intempéries de ces derniers mois. Seuls les prix des produits manufacturés affichent une légère baisse de 0,6 %.

En glissement annuel, les prix s'inscrivent également en hausse de 1,3 %, notamment sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie (+8,1 %).

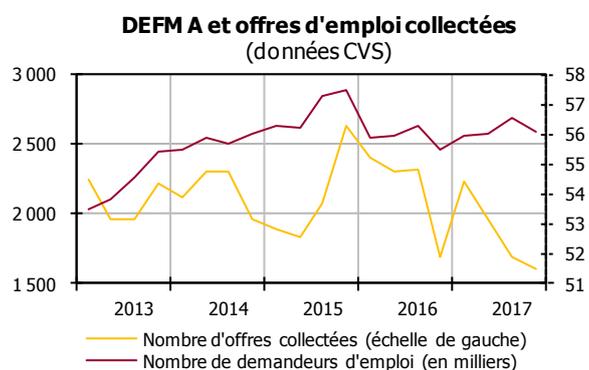


Un marché de l'emploi atone

À fin décembre 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) enregistrés à Pôle emploi diminue de 0,8 % (CVS) sur trois mois, soit 56 100 inscrits.

Parmi ces derniers, les DEFM A âgés de 25 à 49 ans et celles de moins de 25 ans reculent respectivement de 1,6 % et 1,1 % (CVS). À contrario, le nombre de DEFM A âgés de plus de 50 ans progresse (0,7 %, CVS).

Les offres d'emploi collectées poursuivent leur baisse amorcée en début d'année (-4,7 % sur le trimestre, ainsi qu'en glissement annuel, CVS).



Une consommation des ménages dynamique

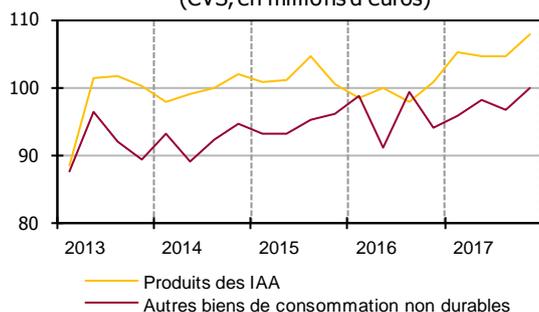
Au 4^e trimestre 2017, les importations de biens destinés à la consommation des ménages s'orientent à la hausse. Les importations de biens de consommation durable, de produits agroalimentaires ainsi que les autres biens de consommation non durables progressent respectivement de 10,5 %, 3,1 % et 3,3 % (CVS).

Sur un an, la progression de la consommation des ménages est particulièrement perceptible. Les importations de produits agroalimentaires augmentent de 7,0 % (CVS).

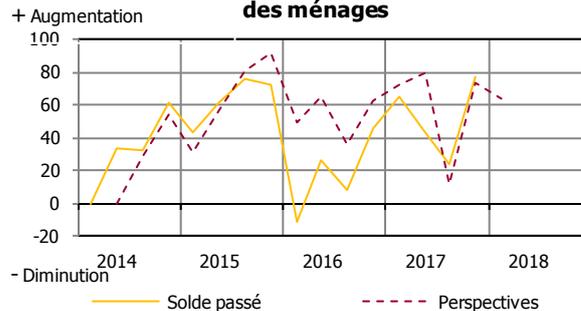
En parallèle, la demande de crédits à la consommation des ménages accélère sur le trimestre. Les banquiers interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, font état d'une bonne dynamique, celle-ci devrait se maintenir début 2018. L'encours des crédits à la consommation accordés aux ménages progresse ainsi de 2,9 % sur le dernier trimestre 2017 (+6,6 % en glissement annuel).

S'agissant de la vulnérabilité des ménages, le nombre d'incidents de paiement par chèque ainsi que le nombre de personnes physiques interdites bancaires diminuent (respectivement de -8,3 % et -6,6 % sur un an). À l'inverse, les retraits de cartes bancaires s'inscrivent en hausse par rapport à fin décembre 2016 (+46,3 %).

Importations de biens destinés aux ménages (CVS, en millions d'euros)



Demande de crédits à la consommation des ménages



L'investissement privé favorablement orienté

Fin 2017, l'investissement des entreprises reste bien orienté. L'effort d'investissement devrait se poursuivre sur les douze prochains mois, selon les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM. Les importations de biens intermédiaires et de biens d'investissement progressent respectivement de 14,9 % et 2,5 % sur le 4^e trimestre. Sur un an, le montant des importations de biens intermédiaires accentue sa progression (+19,0 %) et celui des biens d'investissement se réduit de 4,7 %.

Au 4^e trimestre 2017, la demande de crédits émanant des entreprises et des professionnels augmente, aussi bien à long terme qu'à court terme. Cette appréciation des professionnels du secteur bancaire est confortée par la hausse de 1,0 % de l'encours des crédits aux entreprises. Dans le détail, l'encours des crédits d'investissement et l'encours des crédits immobiliers s'accroissent (+2,3 % et +1,5 %). Sur un an, ils progressent respectivement de 11,6 % et de 1,7 %.

L'investissement des ménages suit la même tendance. La demande de crédit à l'habitat maintient sa progression malgré un resserrement des critères d'attribution. L'encours de ces crédits augmente ainsi de 2,5 % sur le trimestre (+6,5 % sur un an).

Les échanges commerciaux se maintiennent

Après le recul observé les deux derniers trimestres, le montant des importations, qui représentent environ 90 % des échanges, augmente de 6,9 % (CVS) sur le 4^e trimestre 2017. Cette progression s'explique par la hausse des prix, les quantités importées étant en baisse sur les trois derniers mois. À l'inverse, le montant des exportations diminue de 11,4 % (CVS) sur le trimestre, tiré par la baisse des transferts de produits pétroliers et des exportations de produits agricoles.

Sur un an, la tendance reste haussière. Les exportations progressent de 12,6 % (CVS), principalement du fait de réexpéditions de produits pétroliers. En parallèle, les importations augmentent de 9,6 % (CVS), notamment en lien avec la progression des importations de biens des industries manufacturières.

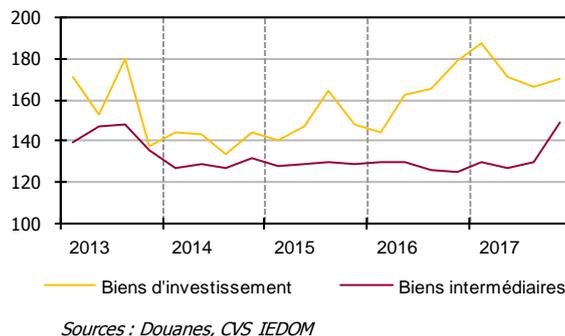
DES ÉVOLUTIONS FAVORABLES DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Au 4^e trimestre 2017, les impacts des ouragans Irma et Maria sur le tissu économique s'atténuent. 33,8 % des entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM font état d'une baisse d'activité directement liée au passage des phénomènes cycloniques (contre 51,5 % au T3 2017). Les difficultés apparaissent durables pour certaines entreprises des secteurs du tourisme et des services marchands. 24,1 % des professionnels interrogés (16,7 % au T3 2017) profitent tout de même de retombées positives, en particulier dans les secteurs de l'industrie et du commerce (respectivement 40,0 % et 29,7 %).

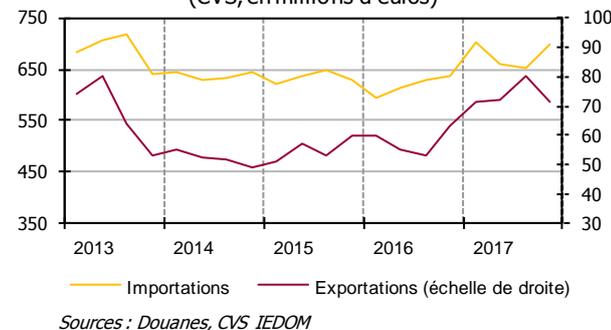
Le secteur des **industries agroalimentaires (IAA)** conserve une dynamique positive, bien qu'affichant une activité ralentie au 4^e trimestre. Les importations de produits des industries agroalimentaires progressent de 3,1 % par rapport au 3^e trimestre 2017, tandis que les exportations diminuent de 3,2 % (CVS). Sur le trimestre, 40,0 % des entreprises du secteur participant à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM demeurent affectées par le passage des ouragans. En effet, les dégâts survenus sur les parcelles agricoles impactent particulièrement leur activité.

Au 4^e trimestre 2017, les pertes survenues dans les plantations agricoles pèsent sensiblement sur l'activité du secteur **primaire**. Les exportations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture sont au plus bas (-80,8 %, CVS). Plus précisément, les exportations de bananes chutent de 94,6 % (CVS) sur le trimestre. À l'inverse, les importations de produits agricoles augmentent de 14,7 % par rapport au trimestre précédent (+6,0 % sur un an) et le niveau des abattages s'inscrit en hausse.

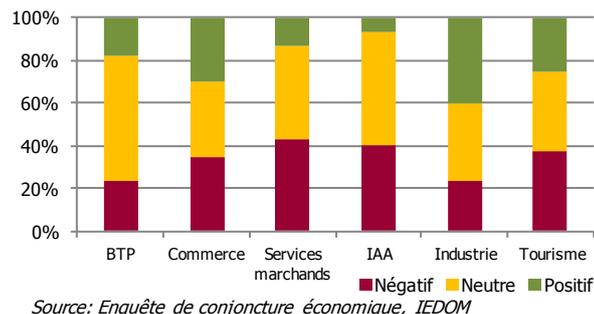
Importations de biens destinés aux entreprises (CVS, en millions d'euros)



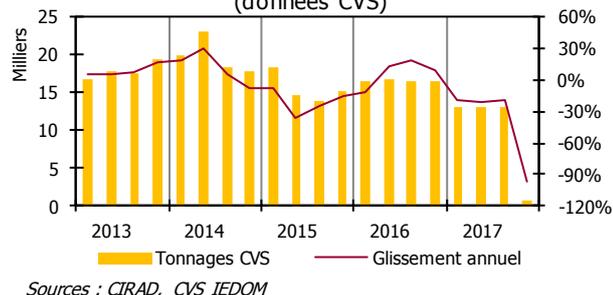
Échanges commerciaux (CVS, en millions d'euros)



Impacts sectoriels des ouragans au T4 2017



Expéditions de bananes (données CVS)



Après sept trimestres consécutifs d'évolution en dessous de sa moyenne de longue période, le solde d'opinion relatif à l'activité des **autres industries** se redresse au 4^e trimestre 2017. Les travaux liés au passage des ouragans expliquent essentiellement cette progression. Selon les chefs d'entreprise interrogés, ce mouvement haussier devrait se poursuivre en début d'année 2018. 20,0 % d'entre eux s'attendent à de nouvelles retombées favorables directement liées aux cyclones.

À fin décembre 2017, le secteur du **BTP** montre des signes encourageants. Les ventes de ciment augmentent de 10,4 % sur le trimestre (+3,3 % en glissement annuel, CVS). Pour la première fois depuis quatre trimestres, les professionnels du secteur font état d'une progression de leur activité. Le nombre de permis de construire octroyés ainsi que les effectifs salariés du secteur demeurent toutefois en baisse (respectivement -14,7 % et -1,2 % par rapport au T3 2017). Ainsi, les chefs d'entreprise restent réservés quant à l'évolution de leur activité au 1^{er} trimestre 2018.

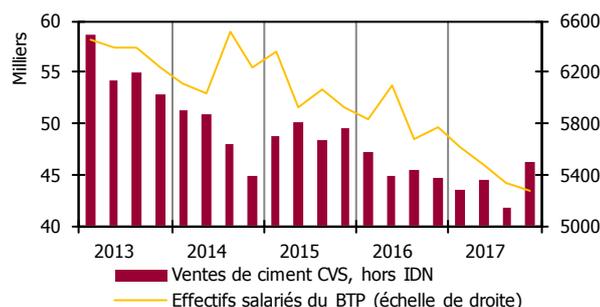
Le secteur du **commerce** connaît une évolution favorable au 4^e trimestre 2017. Les commerçants interrogés perçoivent une amélioration de leur activité et leurs intentions d'investir se renforcent. S'agissant du commerce automobile, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs poursuit sa progression (+19,9 % sur le trimestre, +15,6 % en glissement annuel, CVS).

Du point de vue des professionnels interrogés, après un début d'année 2017 stable, l'activité **touristique** se relève au 4^e trimestre. Le secteur affiche de bons niveaux en dépit d'une légère baisse du trafic aéroportuaire. En effet, le nombre de mouvements de vols ainsi que le nombre de passagers hors transit à l'aéroport diminuent respectivement de 11,4 % et de 0,3 % (CVS) sur le trimestre. À l'inverse, le nombre de nuitées dans l'hôtellerie augmente de 1,2 % par rapport au troisième trimestre 2017.

En glissement annuel, le bilan du secteur est positif. Le nombre de passagers hors transit progresse de 2,9 % (CVS). De même, le nombre de nuitées dans l'hôtellerie continue d'augmenter (+13,7 %). Les croisiéristes accueillis au 4^e trimestre sont beaucoup plus nombreux (+80,1 % par rapport au 4^e trimestre 2016). La saison 2017-2018 s'annonce très dynamique, la Guadeloupe bénéficiant du report de trafic de la croisière prévue sur d'autres îles de la Caraïbe fortement impactées par les ouragans, parmi lesquelles Sint Maarten,

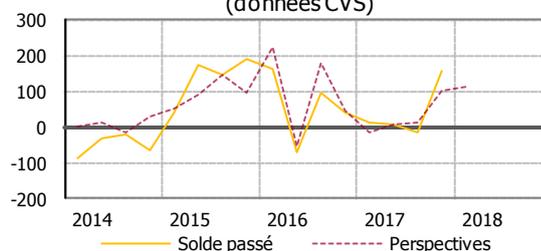
Sur l'ensemble des secteurs, les chefs d'entreprises interrogés anticipent une progression de leurs investissements pour l'année 2018. Des projets amorcés en 2017 devraient notamment se poursuivre courant 2018.

Ventes de ciment et effectifs salariés du BTP



Sources : Caisse des congés payés du BTP, Lafarge Ciments Antilles

Solde d'activité du secteur touristique (données CVS)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

L'EMBELLIE CONJONCTURELLE MONDIALE PERDURE

Selon l'édition de janvier 2018 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale s'est affermie en 2017 à +3,7 % (après +3,2 % en 2016). L'embellie se manifeste dans la plupart des économies. Cette dynamique devrait perdurer en 2018 et 2019, avec une croissance du PIB estimée à +3,9 % selon le FMI. L'accélération attendue de la croissance américaine aura des répercussions positives sur la demande extérieure et les conditions financières resteront favorables, en dépit du resserrement des politiques monétaires.

Aux États-Unis, les mesures de relance budgétaires finalement approuvées en fin d'année 2017, et leurs retombées en termes d'investissement, de consommation et de production, devraient contribuer à l'accélération de la croissance, à +2,7 % en 2018 selon le FMI (après +2,3 % en 2017). Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé son taux directeur d'un quart de point en décembre 2017, à 1,5 %, et a annoncé la poursuite d'une hausse graduelle au long de l'année 2018.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre 2017, selon Eurostat. L'inflation a légèrement fléchi à 1,3 % en janvier 2018 et le taux de chômage a atteint 8,7 % en fin d'année 2017, son niveau le plus bas depuis janvier 2009. La Commission européenne estime l'augmentation du PIB à +2,4 % en 2017 et table sur une croissance de +2,3 % en 2018 et +2,0 % en 2019, tirée par la vigueur de la demande internationale et l'amélioration du marché du travail.

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, l'économie a crû de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 (après +0,5 %). Sur l'année 2017, l'activité a ainsi progressé de 2,0 % (après +1,1 % en 2016), tirée par une nette accélération de l'investissement (+3,7 %), et des exportations (+3,5 %). En parallèle, la consommation des ménages a ralenti (+1,3 %, après +2,1 %).

Le Japon, avec huit trimestres consécutifs de hausse du PIB, connaît actuellement sa plus longue période de croissance en trente ans. L'activité croît de 1,6 % sur l'année 2017, soutenue par le tourisme et la vigueur de la demande extérieure. Le maintien du taux de chômage à 2,8 % devrait favoriser des hausses salariales dans les prochains mois et ainsi profiter à la consommation intérieure.

Les pays émergents et en développement ont connu une croissance de +4,7 % en 2017 selon le FMI, qui a revu ses prévisions légèrement à la hausse (+4,9 % en 2018, et +5,0 % en 2019), compte tenu d'un affermissement de la demande extérieure et d'une hausse des prix des matières premières.

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee, Banque centrale du Japon – données arrêtées à la date du 28 février 2018

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : D. LAURET – Rédaction : R.-M. JEAN
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2018 – Dépôt légal : avril 2018 – ISSN 1952-9619